

Direction régionale et interdépartementale de  
l'environnement, de l'aménagement et des  
transports

78-2022-01-25-00006

Arrêté préfectoral autorisant la société  
PROSERVE DASRI à exploiter sur la commune de  
Carrière-sur-Seine une installation de traitement  
de déchets d'activités de soins à risques  
infectieux (DASRI)

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL D'AUTORISATION D'EXPLOITER  
une installation de traitement de déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI)**

**Société PROSERVE DASRI  
Carrières-sur-Seine**

Le Préfet des Yvelines,  
Officier de la Légion d'Honneur

**Vu** le code de l'environnement ;

**Vu** la nomenclature des installations classées ;

**Vu** la demande reçue le 23 septembre 2020 complétée les 9 décembre 2020 et 5 mars 2021 par laquelle Monsieur Youssef ERNEZ, Directeur Général de la Société PROSERVE DASRI, dont le siège social est situé 185 rue de Bercy Tour de Lyon – 75 012 Paris -, sollicite la création d'une activité de traitement de déchets dangereux et l'extension de l'activité de regroupement, transit ou tri de déchets d'activités de soins à Carrières-sur-Seine 21 rue des Entrepreneurs ;

**Vu** l'ordonnance de Madame la présidente du tribunal administratif de Versailles du 22 juin 2021 (reçue le 1<sup>er</sup> juillet 2021) désignant un commissaire-enquêteur ;

**Vu** le courrier du préfet du Val d'Oise en date du 24 juin 2021 autorisant l'affichage des avis sur les communes de son département incluses dans le périmètre d'affichage ;

**Vu** le courrier du préfet des Hauts de Seine en date du 6 juillet 2021 autorisant l'affichage des avis sur les communes de son département incluses dans le périmètre d'affichage ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 9 juillet 2021 ordonnant l'organisation d'une enquête publique du 13 septembre au 15 octobre 2021 inclus ;

**Vu** les certificats de publication d'affichage ;

**Vu** la délibération du conseil municipal de la commune de Chatou en date du 30 septembre 2021 ;

**Vu** le registre d'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 11 novembre 2021 ;

**Vu** l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

**Vu** le rapport et les propositions du 22 novembre 2021 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** l'avis émis par le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (Coderst) lors de la séance 7 décembre 2021 ;

**Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par courrier du 9 décembre 2021 ;

**Vu** le courrier du 13 décembre 2021 par lequel la société PROSERVE DASRI sollicite l'extension de l'origine géographique des déchets admissibles sur le site ;

**Vu** le courrier du 22 décembre 2021 par lequel la société PROSERVE DASRI a formulé des observations sur le projet d'arrêté ;

**Considérant** les observations formulées par la société PROSERVE DASRI ;

**Considérant** qu'il convient de modifier les articles 3.5.1 et 6.4.3 et de supprimer l'article 3.5.7 ;

**Considérant** que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

**Considérant** qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**Considérant** que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**Considérant** que les mesures d'évitement, réduction et de compensation des risques d'accident ou de pollution de toute nature édictées par l'arrêté ne sont pas incompatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, les modalités d'implantation, prévues dans le dossier permettent de limiter les inconvénients et dangers ;

**Considérant** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

**Arrête :**

# SOMMAIRE

1	PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	6
1.1	Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	6
1.1.1	Exploitant titulaire de l'autorisation.....	6
1.2	Nature des installations.....	6
1.3	Conformité au dossier de demande d'autorisation.....	6
1.4	Durée de l'autorisation et Cessation d'activité.....	7
1.4.1	Cessation d'activité et remise en état.....	7
1.4.2	Durée de l'autorisation et caducité.....	7
1.4.3	Équipements abandonnés.....	7
1.5	Garanties financières.....	8
1.5.1	Objet des garanties financières.....	8
1.5.2	Montant des garanties financières.....	8
1.5.3	Modification des garanties financières.....	8
1.6	Implantation.....	8
1.7	Documents tenus a la disposition de l'inspection.....	8
1.8	Objectifs généraux.....	8
1.9	Consignes.....	9
1.10	Réglementation applicable.....	10
2	PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR.....	10
2.1	Conception des installations.....	10
2.1.1	Conditions générales de rejet.....	10
2.2	Limitation des rejets.....	10
2.2.1	Dispositions générales.....	10
2.2.2	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés.....	11
2.3	Surveillance des rejets dans l'atmosphère.....	12
2.3.1	Surveillance des émissions atmosphériques canalisées.....	12
2.3.2	Mesures « comparatives ».....	12
2.3.3	Propreté, émissions diffuses et envols de poussières.....	12
2.3.4	Interprétation de l'état des milieux.....	13
3	PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	13
3.1	Prélèvements et consommations d'eau.....	13
3.1.1	Origine des approvisionnements en eau.....	13
3.2	Conception et gestion des réseaux et points de rejet.....	13
3.3	Limitation des rejets.....	15
3.3.1	Caractéristiques des rejets externes.....	15
3.4	Surveillance des prélèvements et des rejets.....	17
3.4.1	Contrôle des rejets.....	17
3.4.2	Mesures « comparatives », contrôles de recalage.....	18
3.5	Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols.....	18
3.5.1	Surveillance des eaux souterraines.....	18
3.5.2	Fréquence de surveillance et paramètres surveillés.....	19
3.5.3	Restitution des rapports de surveillance de la qualité des eaux souterraines.....	22
3.5.4	Bilan quadriennal.....	23
3.5.5	Accessibilité des ouvrages de surveillance.....	23
3.5.6	Abandon des ouvrages de surveillance.....	23
4	PROTECTION DU CADRE DE VIE.....	24



4.1	Limitation des niveaux de bruit.....	24
4.1.1	Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation.....	24
4.2	Mesures périodiques des niveaux sonores.....	24
5	PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	25
5.1	Conception des installations.....	25
5.1.1	Dispositions constructives et comportement au feu.....	25
5.1.2	Installations électriques.....	25
5.1.3	Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation.....	25
5.1.4	Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles.....	25
5.2	Dispositifs et mesures de prévention des accidents.....	27
5.2.1	Localisation des risques.....	27
5.2.2	Dispositions générales.....	27
5.2.3	Domaine de fonctionnement sur des procédés.....	28
5.2.4	Mesures de maîtrise des risques et barrières de sécurité.....	28
5.3	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours.....	28
5.3.1	Moyens de lutte contre l'incendie.....	28
5.4	Prévention du risque inondation.....	29
6	PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS.....	29
6.1	Conception des installations.....	29
6.2	Production de déchets tri, recyclage et valorisation.....	30
6.3	Limitation du stockage sur site.....	30
6.4	Gestion des déchets reçus par l'installation.....	30
6.4.1	Principes de gestion.....	30
6.4.2	Nature des déchets admis.....	31
6.4.3	Origine géographique des déchets admissibles.....	31
6.4.4	Déchets interdits.....	32
6.4.5	Contrôle des déchets à leur arrivée.....	32
6.4.6	Admission des déchets sur site.....	32
6.4.7	Manutention des emballages.....	33
6.4.8	Délais de traitement.....	33
6.4.9	Exploitation et maintenance des appareils de désinfection.....	33
6.4.10	Suivi du traitement.....	33
6.4.11	Défaillance des appareils de désinfections.....	34
6.4.12	Documents de suivi.....	34
6.4.13	Registre des déchets entrants et sortants.....	34
7	CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS CONNEXES.....	34
7.1	Détection de déchets radioactifs.....	34
7.1.1	Équipement de détection de matières radioactives.....	34
7.1.2	Mesures prises en cas de détection de déchets radioactifs.....	35
7.2	Produits consommables.....	35
8.3	EXÉCUTION.....	36

# 1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

## 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

### 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

L'entreprise PROSERVE DASRI, SIRET 83233607700579, dont le siège social est situé à 185 rue de Bercy Tour de Lyon – 75 012 Paris est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Carrières-sur-Seine, au 21 rue des Entrepreneurs (coordonnées Lambert 93 X = 641092.05 et Y= 6868590.84), les installations détaillées dans les articles suivants.

Communes	Parcelles
Carrières-sur-Seine	BH80

## 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Les installations exploitées relèvent des rubriques suivantes :

Rubrique	Régime (*)	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation (bâtiment / atelier / procédés...)	Critère	Seuil du critère	Volume autorisé	Unité
3510	A - IED	Traitement de déchets dangereux Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour	4 appareils de désinfection des DASRI de type ECOSTERYL 250 : 24 tonnes/jour + 3 appareils dont 1 Sterilwave 440 et 2 autres plus petits pour des essais	Capacité	≥ 10	24	t / j
2790	A	Installation de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795		/	/	/	/
2718-1	A	Installation de transit, regroupement ou tri des déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793	Stockage des déchets dangereux entrants	Quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation	≥ 1	45	t

(\*) A (autorisation), IED : soumis à la directive IED relative aux émissions industrielles

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3510 relative au traitement de déchets dangereux et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document sur les meilleures techniques disponibles en matière de « Traitement des déchets » (document BREF (Best REFerence) « Waste Traitement »).

### 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

### 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION ET CESSATION D'ACTIVITÉ

#### 1.4.1 Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

En application de l'article R 181-43 du CE, préciser les conditions de remise en état après la cessation d'activité.

L'exploitant procède à la cessation d'activité et à la remise en état du site conformément aux articles R512-39-1 à R512-39-6 et R515-75.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site.

En tout état de cause, pour assurer la mise en sécurité de son site, l'exploitant doit notamment procéder, dans un délai d'un mois à compter de l'arrêt de l'exploitation, à :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la coupure de l'ensemble des utilités du site (alimentation en eau, alimentation en électricité, alimentation en gaz, etc.) ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu au premier alinéa du présent article.

En application de l'article R. 515-75 du code de l'environnement, l'exploitant complète la notification susvisée d'une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n°1272/2008 du 16 décembre 2008 modifié relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges. Cette évaluation est fournie même si l'arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.

En cas de pollution significative du sol et des eaux souterraines, par des substances ou mélanges mentionnés à l'alinéa ci-dessus, intervenue depuis l'établissement du rapport de base mentionné au 3° du I de l'article R. 515-59, l'exploitant propose également dans sa notification les mesures permettant la remise du site dans l'état prévu à l'alinéa ci-dessous.

En tenant compte de la faisabilité technique des mesures envisagées, l'exploitant remet le site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base.

#### **1.4.2 Durée de l'autorisation et caducité**

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service ou réalisée dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai conformément à l'article R.181-48 du Code de l'environnement.

#### **1.4.3 Équipements abandonnés**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

### **1.5 GARANTIES FINANCIÈRES**

#### **1.5.1 Objet des garanties financières**

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au chapitre 1.2 et notamment pour les rubriques suivantes : 3510, 2790 et 2718.

Elles sont constituées dans le but de garantir la mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R512-39-1 du code de l'environnement.

#### **1.5.2 Montant des garanties financières**

Le montant est inférieur au seuil libératoire de 100000€ prévu à l'article R516-1 du code de l'environnement.

#### **1.5.3 Modification des garanties financières**

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

### **1.6 IMPLANTATION**

L'installation est implantée à une distance minimale de 6 mètres des limites de l'établissement.

### **1.7 DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

## 1.8 OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable de la ressource en eau, notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;
- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation ;
- il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

## 1.9 CONSIGNES

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes d'exploitations précisent :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés doivent être notés sur un ou des registres spécifiques tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;



- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

### 1.10 RÉGLEMENTATION APPLICABLE

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

Dates	Textes
Arrêté ministériel du 02/02/1998	Relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
Arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié	Relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
Arrêté ministériel du 27/10/2011	Portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du Code de l'environnement
Arrêté ministériel du 23/01/1997	Relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
Arrêté ministériel du 20/04/17	Relatif au prétraitement par désinfection des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés

## 2 PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), éventuellement à une teneur en O<sub>2</sub> ou CO<sub>2</sub> précisée ci-dessous.

### 2.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

#### 2.1.1 Conditions générales de rejet

	Installations raccordées	Hauteur en m	Diamètre en m	Rejet des fumées des installations raccordées	Débit nominal en Nm <sup>3</sup> /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N° 1	4 banaliseurs	11,3	1	Poussière et COV dont toluène, dichlorométhane, éthanol et méthane	9600	10

Le conduit est équipé de filtres à particules et de caisson de charbon actif.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs, notamment concernant le choix des fréquences de renouvellement, permettant de garantir l'absence de saturation des charbons actifs et des filtres.

L'exploitant réalise un suivi du poids des charbons actifs. Les résultats sont pris en compte pour l'élaboration des procédures de gestion, notamment de renouvellement, des charbons actifs.

## 2.2 LIMITATION DES REJETS

### 2.2.1 Dispositions générales

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les points de rejet doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être contrôlés périodiquement ou en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

### 2.2.2 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

#### Pour les émissions canalisées :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Paramètre	Conduit n°1	
	Concentration mg/Nm3	flux Kg/h

Poussières, y compris particules fines	5	0,08
COVnm	110	5,25
COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02/02/98 – article 27-7b, en particulier le Dichlorométhane	20	Cf ci-dessous
COV à phrase de risque visés par l'arrêté ministériel du 02/02/98 – article 27-7c, en particulier le Dichlorométhane	2	Cf ci-dessous

#### Valeurs limites exprimées en flux spécifiques :

Les flux totaux de toluène et dichlorométhane ne devront pas dépasser respectivement 1,66 et 3,5 kg/h.

## 2.3 SURVEILLANCE DES REJETS DANS L'ATMOSPHERE

### 2.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

L'exploitant assure une surveillance du rejet 1 dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence	Fréquence de transmission
Débit	semestrielle	Semestrielle
Poussières		
COVnm		
COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02/02/98 – article 27-7b, en particulier le Dichlorométhane		
COV à phrase de risque visés par l'arrêté ministériel du 02/02/98 – article 27-7c, en particulier le Dichlorométhane		

L'exploitant procède également à un suivi microbiologique annuel de ses rejets atmosphériques. Le choix des paramètres de suivi devra être justifié au minimum lors du premier contrôle ainsi qu'à chaque changement de programme de suivi. Ce suivi annuel s'appuie notamment sur les tests prévus à l'article 71.10 du présent arrêté.

### 2.3.2 Mesures « comparatives »

L'exploitant procède avec des modalités différentes, et décrites ci-après, de celles mises en œuvre pour la réalisation de la surveillance de ses rejets aux mesures comparatives suivantes :

Paramètre	Fréquence
poussières	Bisannuel
COVnm	
COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02/02/98 – article 27-7b	
COV à phrase de risque visés par l'arrêté ministériel du 02/02/98 – article 27-7c	

Ces mesures comparatives ont pour objectif de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesures et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive). Elles sont réalisées selon des procédures normalisées, lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme de surveillance. Celui-ci est accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

### 2.3.3 Propreté, émissions diffuses et envols de poussières

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.

Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

### 2.3.4 Interprétation de l'état des milieux

L'exploitant fournit, dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté, une interprétation de l'état des milieux. Cette étude porte sur les rejets atmosphériques et est réalisée conformément au guide technique INERIS : Evaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires – Démarche intégrée pour la gestion des émissions de substances chimiques par les installations classées (septembre 2021).

## 3 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

### 3.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

#### 3.1.1 Origine des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la commune du réseau	Prélèvement maximal Annuel (m3/an)
Réseau public	Carrières sur Seine	5830

### 3.2. CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX ET POINTS DE REJET

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- les eaux assimilables à un usage domestiques (eaux usées issues des sanitaires, vestiaires, restauration et locaux sociaux, entretien du site) ;
- les eaux pluviales provenant du ruissellement des toitures, voiries et aires de stationnement ;
- les eaux résiduaires industrielles (lavage des containers et consommation d'eau des refroidisseurs associés aux 4 banaliseurs).

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Localisation	Coordonnées (Lambert 93)	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Conditions de raccordement
Pt N°1	Rue des Entrepreneurs	48.914953 2.195797	Eaux usées et eaux industrielles	Réseau eaux usées de Carrières-sur-Seine	Station d'épuration collective	Convention de rejet
Pt N°2	Rue des Entrepreneurs	48.913991 2.196062	Eaux pluviales	Réseau eaux pluviales de Carrières-sur-Seine	Milieu naturel	Passage par séparateur à hydrocarbures

#### Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau et favoriser le recyclage.

La réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Les canalisations de transport de substances et mélanges dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Les points de prélèvement sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures



représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet dans une station collective**

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation (convention de rejet) est transmise par l'exploitant au

Préfet, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, et est tenue à disposition de l'inspection des installations classées.

### 3.3 LIMITATION DES REJETS

#### 3.3.1 Caractéristiques des rejets externes

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline) ;
- la température des effluents rejetés doit être inférieure à 30°C.

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Les eaux usées sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

Point de rejet référencé n°1 et 2

- ☐ Température maximale : 30 °C
- ☐ pH : 5,5 et 8,5
- ☐ Débit maximal journalier (m³/j) : 20
- ☐ Débit maximal journalier en moyenne mensuelle (m³/j) : 24
- ☐ Débit maximum horaire (m³/h) : 2

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n°1 Eaux industrielles		Rejet n°2 Eaux pluviales
		Concentration en moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)	Concentration en moyenne journalière (mg/l)
DBO <sub>5</sub>	1313	800	16	
DCO	1314	2000	40	120
MEST	1305	600	12	30
Hydrocarbures totaux	7154	10	0,20	5
Azote global	1551	150	3	
Phosphore total	1350	50	1	
Somme des métaux	8096	5	0,100	
Mercure	1387	0,05	0,001	

Micro organismes revivifiables à 22°C	5440	1.E+08 ufc/ml	/	
Micro organismes revivifiables à 36°C	5441	1.E+08 ufc/ml	/	
Salmonella spp présomptives	1451	0	0	
Entérovirus	1056	0	0	

Les eaux industrielles résiduelles respectent, **avant mélange avec les eaux usées** et avant rejet, les valeurs limites et flux précités. Dans le cas contraire, elles sont considérées comme des déchets et doivent être éliminées dans le respect des dispositions du chapitre 7 relatif aux déchets du présent arrêté.  
Toute dilution est interdite.

### 3.4 SURVEILLANCE DES PRÉLÈVEMENTS ET DES REJETS

#### 3.4.1 Contrôle des rejets

L'exploitant réalise, au niveau du rejet 1, les contrôles suivants :

Paramètre	Code SANDRE	Type de suivi 24h asservi temps, 24h asservi débit, ponctuel	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
DBO <sub>5</sub>	1313	Sur 24h	Semestrielle	Semestrielle
DCO	1314	Sur 24h	Semestrielle	Semestrielle
MEST	1305	Sur 24h	Semestrielle	Semestrielle
Hydrocarbures totaux	7154	Sur 24h	Semestrielle	Semestrielle
Azote global	1551	Sur 24h	Semestrielle	Semestrielle
Phosphore total	1350	Sur 24h	Semestrielle	Semestrielle
Somme des métaux	8096	Sur 24h	Semestrielle	Semestrielle
Mercure	1387	Sur 24h	Semestrielle	Semestrielle
Micro organismes revivifiables à 22°C	5440	Sur 24h	Semestrielle	Semestrielle
Micro organismes revivifiables à 36°C	5441	Sur 24h	Semestrielle	Semestrielle
Salmonella spp présomptives	1451	Sur 24h	Semestrielle	Semestrielle
Entérovirus	1056	Sur 24h	Semestrielle	Semestrielle

L'exploitant réalise, au niveau du rejet 2, les contrôles suivants :

Paramètre	Code SANDRE	Type de suivi 24h asservi temps, 24h asservi débit, ponctuel	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Température	1301	Ponctuel	Annuelle	Annuelle
pH	1302	Ponctuel	Annuelle	Annuelle
DCO	1314	Ponctuel	Annuelle	Annuelle
MEST	1305	Ponctuel	Annuelle	Annuelle
Hydrocarbures totaux	7154	Ponctuel	Annuelle	Annuelle

### 3.4.2 Mesures « comparatives », contrôles de recalage

Pour l'ensemble des paramètres prévus à l'article 3.3.1 du présent article, l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, pour le rejet n°1, par un organisme choisi en accord avec l'inspection des installations classées selon la périodicité bisannuelle.

Ces mesures comparatives ont pour objectif de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesures et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive). Elles sont réalisées selon des procédures normalisées, lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme de surveillance. Celui-ci est accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

## 3.5 SURVEILLANCE DES EFFETS DES REJETS SUR LES MILIEUX AQUATIQUES ET LES SOLS

### 3.5.1 Surveillance des eaux souterraines

Le réseau de surveillance se compose à minimum des ouvrages, gérés et entretenus par la société VEOLIA, actuel propriétaire du site, suivants :

Pt de mesure	Coordonnées de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Aquifère capté (superficiel ou profond), masse d'eau	Profondeur de l'ouvrage
PZ1	X = 2.195797 Y = 48.914953	Amont	Nappe des alluvions anciennes de la Seine	8
PZ2	X = 2.196062 Y = 48.913991	Aval	Nappe des alluvions anciennes de la Seine	8
PZ3	X = 2.196848 Y = 48.914318	Aval	Nappe des alluvions anciennes de la Seine	8

Ce réseau est complété en tant que de besoin pour améliorer la compréhension du comportement de la pollution et surveiller son extension, en particulier en aval ou en latéral hydraulique si une pollution est détectée sur le réseau de piézomètres aval et latéral existant.

Les piézomètres sont conçus, réalisés et nivelés selon les normes en vigueur, notamment la NF-X31-614, et selon les dispositions de l'arrêté du 11 septembre 2003. Ils doivent permettre d'assurer une surveillance

adaptée au comportement des polluants concernés et aux caractéristiques des nappes surveillées. Un rapport d'exécution est transmis au Préfet dans le mois suivant la création de nouveau ouvrages.

Les ouvrages sont surveillés et entretenus de sorte que ces derniers ne puissent être à l'origine d'introduction de pollution depuis la surface vers les eaux souterraines. Les ouvrages sont protégés des éventuels déversements en surfaces par des dispositifs adaptés. Ils sont protégés efficacement pour éviter tout risque de pollution par infiltration d'eau de ruissellement et de chocs en surface. Ils sont régulièrement entretenus.

Chaque ouvrage est déclaré au BRGM, dispose d'un numéro BSS et d'une plaque d'identification.

### 3.5.2 Fréquence de surveillance et paramètres surveillés

L'exploitant procède à l'analyse des eaux souterraines dans les conditions suivantes :

Paramètres	Pt de mesure	Fréquence des analyses
Nom		
Paramètres généraux		
PH	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Température	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Conductivité	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Potentiel d'oxydo-reduction	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Oxygène dissous	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Odeur	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Couleur	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Niveau piézométrique	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Composés organohalogénés volatils (COHV)		
Tétrachloroéthylène (PCE)	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Trichloroéthylène (TCE)	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Somme PCE/TCE	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
1,1 Dichloroéthylène	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Cis1,2 Dichloroéthylène (cis-DCE)	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Trans1,2 Dichloroéthylène (trans-DCE)	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Somme cis/trans DCE	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)



Chlorure de vinyle	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Tétrachlorométhane	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Trichlorométhane / Chloroforme (TCM)	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Dichlorométhane (DCM)	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
1,1,1 Trichloroéthane (1,1,1 TCA)	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
1,1,2 Trichloroéthane (1,1,2 TCA)	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
1,1 Dichloroéthane (1,1 DCA)	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
1,2 Dichloroéthane (1,2 DCA)	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Dibromomonochlorométhane	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Dichloromonobromométhane	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Somme COHV	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
<b>Métaux</b>		
Aluminium (Al)	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Arsenic (As)	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Cadmium (Cd)	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Chrome total (Cr)	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Chrome hexavalent (Cr VI)	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Cuivre (Cu)	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Mercuré (Hg)	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Nickel (Ni)	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Plomb (Pb)	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Etain (Sn)	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Zinc (Zn)	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Cobalt (Co)	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)

		et période des basses eaux)
<b>Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)</b>		
Fluoranthène	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Benzo (b) fluoranthène	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Benzo (k) fluoranthène	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Benzo (a) pyrène	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Bzneo (ghi) pérylène	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Indéno (1, 2, 3 - cd) pyrène	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Naphtalène fluorène	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Phénanthrène	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Benzo (a) anthracène	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Chrysène	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
<b>BTEX</b>		
Benzène	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Toluène	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Ethylbenzène	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
O Xylène	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
<b>Autres</b>		
Polychlorobiphényles (PCB)	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Hydrocarbures totaux	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Cyanures libres et totaux	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)
Fluorures	PZ1 à 3	Semestrielles (période des hautes eaux et période des basses eaux)

A chaque campagne, l'exploitant procède également au relevé du niveau d'eau piézométrique au niveau de chacun des ouvrages. Le sens d'écoulement de la nappe est établi à chaque campagne au regard des relevés piézométriques réalisés.

Les prélèvements et les analyses des eaux sont réalisés par un laboratoire agréé, dans le respect des règles de l'art et des normes en vigueur, notamment la norme NF-X31-615. Les fiches de prélèvements sont

remplies à chaque campagne en indiquant notamment :

- l'ouvrage prélevé (coordonnées, nature, nom et n°BSS) ;
- le nom du bureau d'étude effectuant les prélèvements et du laboratoire effectuant les analyses ;
- la date et l'heure de réalisation du prélèvement ;
- la profondeur de prélèvement ;
- le mode et le volume de purge ;
- la méthode de prélèvement.

Les bulletins d'analyses précisent notamment les méthodes analytiques utilisées et les limites de quantifications ainsi que les incertitudes de la méthode analytique.

La liste des paramètres surveillés peut être élargie en tant que besoin à l'initiative de l'exploitant ou sur demande de l'inspection des installations classées.

Les modalités de surveillance (paramètres et fréquences) peuvent être modifiées, notamment après la première année de surveillance, selon les résultats des campagnes, à la demande de l'exploitant et après accord de l'inspection.

### **3.5.3 Restitution des rapports de surveillance de la qualité des eaux souterraines**

A l'issue de chaque campagne de prélèvement, un rapport d'analyses est effectué par l'exploitant.

Le rapport est transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant leur réception et comprendra à minima les éléments suivants :

1. Présentation du contexte et du dispositif de surveillance :
  - historique du site (localisation, activités, produits utilisés sur site et susceptibles d'être retrouvés dans les eaux souterraines, mesures de dépollutions ou travaux effectués...) ;
  - contexte environnemental (aquifères traversées et leur profondeur, sens d'écoulement...) ;
  - réseau de surveillance (nom de l'ouvrage, code BSS, nature, coordonnées X et Y en Lambert 93, cote NGF, profondeur de l'ouvrage et cote NGF correspondante, niveau piézométrique et cote NGF correspondante, propriétaire de l'ouvrage, numéro de parcelle, propriétaire de la parcelle, photographie avec arrière plan reconnaissable...) et plan ;
  - éventuelles cibles à protéger (plan de localisation intégrant les captages AEP, puits privés, piscines, écoles, ...).
2. Synthèse des résultats :
  - Présentation sous forme de tableau synthétique des résultats d'analyses, celui-ci sera également transmis sous forme excel ou open office à l'inspection des installations classées ;
  - Présentation sous forme graphique des résultats d'analyse du PCE, TCE, de la somme des PCE et TCE, du chlorure de vinyle, de la somme cis/trans DCE, de la somme en COHV et de chaque paramètre présentant des dépassements. Chaque graphe, associé à un paramètre, comprend les résultats d'analyse de l'ensemble des piézomètres depuis le début de la surveillance ainsi que les limites de références, et notamment de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites de références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine ;
  - Carte comprenant la localisation des piézomètres, les isopièzes, le sens d'écoulement de la nappe et la localisation du site (définition parcellaire) ;
  - Carte comprenant la localisation des piézomètres et les valeurs des paramètres présentant un dépassement des valeurs seuil ou de qualité.
3. Interprétation des résultats :
  - Comparaison des mesures entre l'amont, l'aval et le latéral hydraulique, sur site et les limites de références ;

- analyse des évolutions des résultats au fil des campagnes de surveillance ;
  - Préconisations éventuelles au vu des résultats.
4. Annexes :
- fiches de prélèvements ;
  - Bulletins d'analyses.

### **3.5.4 Bilan quadriennal**

Un bilan quadriennal de surveillance des eaux souterraines et des gaz de sols est réalisé tous les quatre ans. Le premier bilan couvrira la période 2022-2024.

Le bilan est transmis à l'inspection des installations classées, au plus tard 3 mois après la dernière campagne et devra faire apparaître l'évolution de la qualité des eaux souterraines avec tous les éléments d'appréciation et notamment :

1. Rappel du contexte et des dispositifs ;
2. Synthèse des résultats sur la période en cours et les périodes antérieures :
  - Sous forme de tableau chronologique avec comparaison aux valeurs de référence ;
  - Sous forme de cartographie présentant les piézomètres et l'évolution des paramètres avec dépassements ;
3. Mise en perspective des résultats sur la période :
  - Autant que de possible, il tiendra compte des suivis des eaux souterraines, des études effectuées sur la zone ainsi que des données historiques de l'exploitant ;
  - Une réflexion sera menée sur l'évolution de la pollution (caractéristique du polluant, étendue du panache, dégradation naturelle, localisation de la source...) ;
4. Réflexions et propositions sur l'adaptation du dispositif de surveillance.

À l'issue de chaque bilan quadriennal, le programme de surveillance pourra être allégé ou arrêté sur demande justifiée de l'exploitant et après validation par l'inspection des installations classées, ou renforcée sur proposition de l'inspection des installations classées.

### **3.5.5 Accessibilité des ouvrages de surveillance**

Les exploitants prennent toutes les dispositions pour permettre l'accès aux piézomètres aux personnes chargées des prélèvements et aux agents de l'État, et en particulier ils fournissent :

- Les coordonnées des propriétaires de l'ouvrage et du terrain ;
- Un plan d'accès au piézomètre, comprenant une photographie avec arrière plan reconnaissable ;
- Tout élément ou information permettant d'accéder et de trouver les piézomètres.

### **3.5.6 Abandon des ouvrages de surveillance**

En cas d'abandon des piézomètres, il est procédé au bouchage des ouvrages selon les normes en vigueur et les règles de l'art. L'opération de rebouchage fait l'objet d'un accord préalable de l'inspection des installations classées.

Un rapport d'exécution est transmis au préfet dans les deux mois suivant le comblement.

**4.1 LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT****4.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation**

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
70 dB(A)	60 dB(A)

Par ailleurs, les dispositions issues de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement s'appliquent.

**4.2 MESURES PÉRIODIQUES DES NIVEAUX SONORES**

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans les 6 mois après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans.

---

**5 PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

---

**5.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS****5.1.1 Dispositions constructives et comportement au feu**

Le site est constitué :

- d'un atelier/magasin d'une superficie d'environ 1673m<sup>2</sup> ;
- de bureaux et locaux sociaux d'une superficie d'environ 382m<sup>2</sup> ;
- un parking et une zone de lavage d'une superficie d'environ 1600m<sup>2</sup>.

La toiture, la structure et parois et les ouvertures de l'atelier présentent des caractéristiques de résistance au feu REI 15 au minimum.

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées

**5.1.2 Installations électriques**

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

**5.1.3 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation**

L'exploitant veille au respect des dispositions suivantes :

- L'exploitant tient à la disposition des services de secours les consignes précises pour l'accueil des secours et les modalités de leur accès à tous les lieux ;
- L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours ;
- Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation ;
- Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation. Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :



- largeur utile minimale de 3m ;
- hauteur libre minimale de 4,5m ;
- pente inférieure à 15 %;
- dans les virages de rayon inférieur à 50m, un rayon intérieur R minimal de 13m est maintenu et une sur-largeur  $S = 15/R$  m est ajoutée ;
- la force portante de la voie devra être calculée pour un véhicule de 320kN avec un maximum de 130kN, d'une largeur d'au moins 1,80m ;
- aucun obstacle ne devra être disposé entre la voie-engin et les accès du bâtiment ;
- la surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires du bâtiment n'est pas inférieure à 2 % de la surface en toiture de ce dernier.

#### 5.1.4 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

I. — Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

II.-La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement ainsi que des liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

#### III. Dispositions spécifiques aux réservoirs

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les réservoirs non mobiles sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

IV. Les tuyauteries doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

V. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules routiers et ferroviaires sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

En particulier, les transferts de produits dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières.

VI. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme:

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

## **5.2 DISPOSITIFS ET MESURES DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS**

### **5.2.1 Localisation des risques**

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

### **5.2.2 Dispositions générales**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

### **5.2.3 Domaine de fonctionnement sur des procédés**

L'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans les plages de fonctionnement sûr. L'installation est équipée de dispositifs d'alarme lorsque les paramètres sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement sûr. Le déclenchement de l'alarme entraîne des mesures automatiques ou manuelles appropriées à la correction des dérives.

Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires.

Les systèmes de mise en sécurité des installations sont à sécurité positive.

### **5.2.4 Mesures de maîtrise des risques et barrières de sécurité**

L'exploitant rédige, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des mesures de maîtrise des risques. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement

Les mesures de maîtrise des risques prises en compte dans l'évaluation de la probabilité d'un phénomène dangereux sont en place, exploitées, maintenues et testées de manière à atteindre les performances démontrées dans le dossier de demande d'autorisation environnementale susvisé.

Un document listant les mesures de maîtrise des risques figurant au dossier de demande d'autorisation environnemental susvisé est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et lui est communiqué sur demande.

Ce document doit indiquer au minimum l'identification de la mesure en référence au dossier, son objectif, son niveau de confiance, les scénarios sur lesquels elle intervient, la cinétique de mise en œuvre de la réponse attendue et son indépendance des autres MMR.

Les anomalies et les défaillances des mesures de limitation des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant dans le cadre d'un processus d'amélioration continue selon les principales étapes mentionnées à l'alinéa suivant.

Ces anomalies et défaillances doivent :

- être signalées et enregistrées ;
- être hiérarchisées et analysées ;
- et donner lieu dans les meilleurs délais à la définition et à la mise en place de parades techniques ou organisationnelles, dont leur application est suivie dans la durée.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un registre dans lequel ces différentes étapes sont consignées

## **5.3 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS**

### **5.3.1 Moyens de lutte contre l'incendie**

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'étude de dangers, et à minimum :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;
- un réseau de poteaux incendie DN100 ou DN150 normalisés (NF EN 14384) fournissant au moins 150m<sup>3</sup>/h d'eau pendant 2h sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars, et respectant les distances suivantes :
  - 100m au plus entre l'entrée principale du bâtiment et l'hydrant le plus proche, par des chemins praticables par deux sapeurs-pompier tirant un dévidoir ;
  - à moins de 200m de l'installation pour les autres ;
  - à 5m au plus du bord de la chaussée, côté opposé au bâtiment ;
- un système de détection incendie avec report d'alarme ;
- un système de surveillance 24h/24 avec astreinte.

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Un plan des moyens de lutte est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

L'exploitant fait réceptionner les moyens de défense extérieurs contre l'incendie de l'établissement dès leur mise en eau en présence d'un représentant du Service Départemental d'Incendie et de Secours joignable aux coordonnées suivantes :

Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines

SDIS78 – Groupe territorial EST

Section prévision opérations

CS 80103 – 78007 Versailles Cedex

01 39 04 66 00

## 5.4 PRÉVENTION DU RISQUE INONDATION

Pour les parcelles concernées (zonage bleu), l'exploitant met en œuvre les prescriptions imposées par le plan des risques d'inondation de la vallée de la Seine et de l'Oise approuvé par l'arrêté préfectoral n°07-084 du 30 juin 2007.

## 6 PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

### 6.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement avant leur orientation dans une filière adaptée sont entreposés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Les déchets désinfectés (banalisés) sont stockés dans un maximum de 2 bennes de 30m<sup>3</sup> chacune, étanches et à l'abri des précipitations. Ces bennes sont soit isolées du bâtiment principal par un mur coupe-feu de degré 2h ou éloignées d'une distance d'au moins 8m. A défaut, l'exploitant réalise une étude d'incendie généralisé en considérant ces stockages.

Les déchets sont régulièrement évacués vers des filières de traitement et d'élimination autorisées pour les recevoir.

Les déchets désinfectés ne peuvent pas faire l'objet d'une valorisation matière ou d'un recyclage.

### 6.2 PRODUCTION DE DÉCHETS TRI, RECYCLAGE ET VALORISATION

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets non dangereux	- 080318 - 150103 - 150101 - 150102 - 200101 - 200102 - 200108 - 190305 - 200132 - 200139 - 200140 - 200201 - 200203	- Cartouches d'impression - palettes - carton - films plastiques - papiers - verre - déchets ménagers - broyats de banaliseuse - médicaments périmés - matériaux de calage et pièces détachées non métalliques - déchets verts - consommables bureau
Déchets dangereux	- 190110* - 130508* - 150110* - 150202* - 160504* - 180103* - 200121* - 200135*	- huile hydraulique usagée - déchet séparateur hydrocarbures- emballages souillés (bidons vides de Habac) - vêtements et matériaux souillés - aérosols vides - déchets d'activités de soins (infirmierie) - néons et ampoules - DEEE (micro-onde, banaliseuse, écran, cartes électroniques, ...)

### 6.3 LIMITATION DU STOCKAGE SUR SITE

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités suivantes :



Type de déchets	Quantités maximales stockées sur le site
Déchets non dangereux	Déchets de types ménager issus du pré-traitement : 2 bennes de 30m3, soit 20 tonnes Déchets d'emballage (papier, carton, plastique) : 1 benne de 6 tonnes
Déchets dangereux	DASRI et assimilés : 45 tonnes Boues des séparateurs à hydrocarbures : 30m3

## 6.4 GESTION DES DÉCHETS REÇUS PAR L'INSTALLATION

### 6.4.1 Principes de gestion

L'exploitation est réalisée conformément aux dispositions des arrêtés suivants :

- arrêté ministériel du 7 septembre 1999 modifié relatif au contrôle des filières d'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques ;
- arrêté ministériel du 7 septembre 1999 modifié relatif aux modalités d'entreposage des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques ;
- circulaires DGS/DPPR n°49 du 15 juillet 1994 relative à la mise en œuvre de l'appareil de prétraitement par désinfection des déchets d'activités de soins à risques infectieux « ECOSTERYL 250 ».

L'utilisation et la maintenance des appareils de prétraitement par désinfection sont effectuées par du personnel formé à cet effet.

### 6.4.2 Nature des déchets admis

Les déchets admissibles sur le site sont des déchets d'activités de soins à risques infectieux ou assimilés (DASRI) définis à l'article R1335-1 du code de santé publique.

	Type de déchets	Code déchet à 6 chiffres
Déchets dangereux	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Colorant de May Grunwald</li> <li>- Colorant (ADVIA® Autoslide Rinse+Tampon de Wright Giensa+ADVIA® Autoslide Methanol+Colorant Wright Giensa   Méthanol = 90% du mélange)</li> <li>- liquides corrosifs</li> <li>- aérosols inflammables</li> <li>- liquides inflammables toxiques</li> <li>- liquides inflammables (mélange alcool, acétone, toluène, ottix)</li> <li>- paraffine + Ottix</li> <li>- liquide organique toxique</li> <li>- fixateur et révélateurs liquides = liquides de radiographie</li> <li>- accessoires et matériels souillés</li> <li>- verrerie souillée</li> <li>- mélange de produits dangereux pour l'environnement DAB1 et DAB2</li> <li>- Déchets médicaments anti-cancéreux solides (cytotoxiques et cytostatiques)</li> <li>- liquide organique toxique corrosif</li> <li>- liquide organique toxique inflammable</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 180106*</li> <li>- 180106*</li> <li>- 180106*</li> <li>- 180106*</li> <li>- 180106*</li> <li>- 180106*</li> <li>- 180106*</li> <li>- 200117*</li> <li>- 150110*</li> <li>- 180106*</li> <li>- 180106*</li> <li>- 180108*</li> <li>- 180106*</li> <li>- 180106*</li> </ul>
Déchets non dangereux	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pacemakers (Dispositifs Médicaux Implantables Actifs)</li> <li>- Médicaments périmés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 180107</li> <li>- 180109</li> </ul>

Les déchets de médicaments anticancéreux concentrés (déchets cytostatiques et cytotoxiques) ainsi que les déchets mercuriels d'amalgames dentaires admis sur le site ne sont pas traités dans les banaliseurs du site mais sont regroupés dans un local réservé spécifiquement à leur stockage, avant leur transfert vers une unité d'incinération spécifique des déchets dangereux ou une unité de valorisation pour les déchets d'amalgames.

Les déchets souillés de médicaments anticancéreux ainsi que les déchets susceptibles de contenir des agents transmissibles non conventionnels admis sur le site ne sont pas traités dans les banaliseurs du site. Ils sont regroupés dans un local de regroupement des DASRI avant leur transfert vers une unité d'incinération spécifique DASRI.

Les locaux susvisés sont distincts.

#### **6.4.3 Origine géographique des déchets admissibles**

Les déchets admissibles sur le site proviennent des régions du quart nord-est de la France, à savoir la région Île-de-France, Champagne-Ardenne, Hauts de France et Normandie.

Par ailleurs, en cas d'indisponibilité des exutoires des agences PROSERVES DASRI en région, l'origine géographique des déchets peut être étendue, uniquement pour les déchets venant des activités des agences PROSERVE DASRI.

Cette extension n'est valable que lorsque les exutoires suivants sont indisponibles : Savoie Dechets collectivité Chambérit (73), Dijon Incinération Collectivité Dijon (21), Bayet Lucarne Veolia Bayet (03), Blois Arcante Suez Blois(41), Giens Cideme Dalkia TIRU Arrabloy (45), Nice Sonitherm Veolia Nice (06), Vedene Novalie Suez Vdène (84), Nime Evolia Veolia Nimes (30), Calcé Cydel Dalkia Tiru Calce (66), Toulouse Setmi Veolia Toulouse (31), Orvade Veolia Saran (45), SIRAC Colombelles (14), SIAVED Douchy les Mines (59) et Inova Opérations Noyelles sous Lens (62).

L'exploitant est en mesure de justifier de l'indisponibilité des exutoires.

Les déchets admissibles produits en Île-de-France et en Oise sont prioritaires vis-à-vis des déchets produits dans les autres régions précitées.

#### **6.4.4 Déchets interdits**

Sont notamment interdits sur le site les déchets suivants :

- contenant des sels d'argent ;
- produits chimiques utilisés pour les opérations de développement et les clichés radiographiques ;
- radiographiques ;
- produits chimiques, explosifs, à haut pouvoir oxydant ;
- radioactifs ;
- pièces anatomiques et cadavres d'animaux ;
- produits toxiques volatils.

#### **6.4.5 Contrôle des déchets à leur arrivée**

Tout DASRI arrivant sur le site fait l'objet des vérifications suivantes avant son admission :

- présence d'un bordereau de suivi ou d'un bon de prise en charge conforme à l'arrêté ministériel du 7 septembre 1999 modifié relatif au contrôle des filières d'élimination des DASRI et assimilés et des pièces anatomiques ;
- contrôle visuel de la conformité de l'emballage à l'arrêté du 24 novembre 2003 modifié relatif aux emballages des déchets DASRI et assimilés et des pièces anatomiques d'origine humaine ;
- contrôle de la non-radioactivité à l'aide d'un dispositif de détection automatique.

Les DASRI ne peuvent être acceptés que s'ils sont conditionnés conformément aux dispositions des arrêtés susvisés.

En cas de détection d'anomalie, l'exploitant refuse le chargement de déchets ou fait application des dispositions relatives à la détection de déchets radioactifs ci-dessous et prévient, dans les plus brefs délais, l'émetteur et lui renvoie le bordereau de suivi ou le bon de prise en charge mentionnant les motivations du refus.

Il signale également, dans les plus brefs délais, ce refus de prise en charge à l'inspection des installations classées en lui adressant une copie du bordereau de suivi ou du bon de prise en charge retourné à l'émetteur.

La procédure de contrôle de la radioactivité et la procédure de refus des déchets sont formalisées par écrit.

#### **6.4.6 Admission des déchets sur site**

Si les déchets sont admis sur le site, les récipients contenant ces derniers sont :

- soit introduits directement dans les appareils de désinfection ;
- soit entreposés sur les aires de stockage des déchets dans l'attente de leur traitement sur le site sous 24h ;
- soit entreposés dans l'attente de leur évacuation vers des installations de traitement extérieures dûment autorisées à cet effet, dans des locaux spécifiques, notamment les locaux mentionnés à l'article 7.1.2 du présent arrêté. Chaque local répond aux caractéristiques suivantes :
  - il est réservé à l'entreposage des déchets et peut servir, le cas échéant, à l'entreposage des produits souillés ou contaminés. Une inscription mentionnant leur usage est apposée de manière apparente sur la porte. Leur surface est adaptée à la quantité de déchet et produits à entreposer ;
  - il ne peut recevoir que des déchets préalablement emballés. Les emballages non autorisés pour le transport sur la voie publique au titre de l'arrêté du 29 mai 2009 modifié sont placés dans des grands récipients pour vrac, étanches et facilement lavable ;
  - il est correctement ventilé et éclairé et permet une protection des déchets contre les intempéries et la chaleur ;
  - il est muni de dispositifs appropriés pour prévenir la pénétration des animaux ;
  - le sol et les parois du local sont lavables ;
  - il est doté d'une arrivée d'eau et d'une évacuation des eaux de lavage vers le réseau des eaux usées dotée d'un dispositif d'occlusion hydraulique et d'un dispositif de disconnection conformes aux normes en vigueur ;
  - il fait l'objet d'un nettoyage régulier et à chaque fois que cela est nécessaire.

Les différentes aires de stockage des déchets sont distinctes, aménagées de façon à récupérer toute fuite éventuelle et font l'objet d'une identification précise.

#### **6.4.7 Manutention des emballages**

Les emballages contenant des DASRI et assimilés sont manutentionnés par du personnel formé à cet effet.

La manutention des emballages est réduite au minimum nécessaire et est réalisée de manière à éviter tout risque de contamination.

#### **6.4.8 Délais de traitement**

Les déchets à traiter par banalisation sont traités dans leur ordre d'arrivée et dans un délai maximum de 24h.

Pour les déchets transitant sur le site et non destinés à être banalisés, la durée entre l'évacuation des déchets du lieu de production et leur incinération ne doit pas excéder 24h.

La capacité de stockage des déchets à traiter sont adaptées à ces délais et n'excèdent pas celles mentionnées aux articles 1.2 et 6.3 du présent arrêté.

#### **6.4.9 Exploitation et maintenance des appareils de désinfection**

Les appareils de désinfection sont exploités et maintenus en bon état de fonctionnement. Si l'exploitation et la maintenance des appareils de désinfections sont effectués par une société extérieure, celle-ci est liée par contrat avec l'exploitant. L'ensemble des contrats ou conventions établis pour l'exploitation et la maintenance des appareils de traitement des déchets admissibles, dûment datés et signés par toutes les parties, est tenu à la disposition de l'inspection.

#### 6.4.10 Suivi du traitement

Les paramètres de désinfection (températures du micro-onde et de la trémie de maintien, mises en dépression de la trémie, ...) sont enregistrés en continu. Les enregistrements sont conservés au minimum 3 ans par l'exploitant et sont tenus à la disposition de l'inspection.

Selon la méthodologie de prélèvement et d'analyse décrite dans la norme NF X 30/503-1, relative à la réduction des risques microbiologiques et mécaniques par les appareils de prétraitement par désinfection des DASRI, des essais sur portes-germes (indicateur biologique comprenant des spores de *Bacillus* à titre de  $10^5$  spores bactériennes) sont réalisés chaque trimestre par l'exploitant.

Ces essais, dont les frais sont supportés par l'exploitant, sont réalisés par un laboratoire accrédité, à J+0 (ensemencées le jour du prélèvement) et à J+28 (ensemencées après 28 jours d'entreposage dans le laboratoire pour s'assurer de l'absence de reviviscence des germes). Les résultats sont transmis et tenus à disposition de l'inspection.

En cas d'abattement inférieur à 5 log10 (réduction d'au moins  $10^5$  du nombre de germes), l'exploitant alerte immédiatement l'inspection et fait procéder à de nouveaux essais sur porte germes dans les 48h qui suivent la publication des résultats.

Si deux essais consécutifs sont non-conformes ou en cas de dérive des paramètres de désinfection, l'exploitant met en œuvre les actions correctives qui s'imposent pour obtenir des tests conformes et immédiatement aviser le Préfet et l'inspection. L'arrêt de l'appareil de prétraitement en cause pourra alors être imposé à l'exploitant. Dans ce cas, l'exploitant sera tenu d'éliminer le DASRI en attente de traitement par la filière dûment autorisée prévue en cas de panne des appareils.

Le Préfet, sur proposition de l'inspection, peut ordonner au frais de l'exploitant tous les essais jugés nécessaires afin de s'assurer de la qualité des actions correctives réalisées avant d'autoriser la remise en fonctionnement de l'appareil.

L'exploitant procède également annuellement à un essai granulométrique (cas des appareils de broyage) selon les modalités de la norme NF X 30/503-1. Les résultats de ces essais sont tenus à la disposition de l'inspection pendant une durée de 3 ans. L'inspection peut demander que des contrôles supplémentaires soient effectués en cas de besoin, les frais occasionnés étant supportés par l'exploitant de l'appareil.

Les paramètres visés au présent article, ainsi que les seuils d'alerte et de sécurité associés, sont intégrés à la liste des mesures de maîtrise des risques et barrières de sécurité visée à l'article 5.2.4 du présent arrêté.

#### 6.4.11 Défaillance des appareils de désinfections

En cas de défaillance de l'ensemble des installations de désinfection ou d'arrêt d'une durée supérieure à 48h d'une des installations ou d'indisponibilité, l'exploitant est tenu de recourir à une filière dûment autorisée pour assurer la bonne élimination des déchets DASRI en attente de traitement dans son établissement. Cette alternative fait l'objet d'une convention avec la ou les établissements concernés. Il en informe sans délai l'inspection.

L'exploitant informe **dans un délai de deux mois** après la mise en service de l'installation de la ou des installations de secours vers lesquelles les DASRI en attente de traitement seront envoyés en cas de défaillances des appareils de traitement du site.

La convention (ou le contrat) établie avec ce ou ces établissements est tenue à disposition de l'inspection. Une copie de l'arrêté préfectoral autorisant l'élimination de ces déchets dans ce ou ces établissements est jointe à cette convention.

#### 6.4.12 Documents de suivi

Les documents de suivi (BSD, bons de prise en charge, états récapitulatifs, ...) sont conservés pendant une période minimale de 3 ans.

#### **6.4.13 Registre des déchets entrants et sortants**

Les dispositions issues de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement s'appliquent.

---

## **7 CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS CONNEXES**

---

### **7.1 DÉTECTION DE DÉCHETS RADIOACTIFS**

#### **7.1.1 Équipement de détection de matières radioactives**

L'établissement est équipé d'un système de détection de la radioactivité qui est mis en œuvre pour le contrôle systématique des déchets entrants et vise à vérifier l'absence de déchets radioactifs dans les chargements.

Le seuil de déclenchement de l'alarme de ce dispositif est fixé par l'exploitant en tenant compte du bruit de fond local. Les éléments techniques justificatifs de la détermination de ce seuil de déclenchement sont tenus à la disposition de l'inspection.

Le seuil de déclenchement ne peut être modifié que par action d'une personne habilitée par l'exploitant. Le réglage de ce seuil de déclenchement est vérifié à fréquence annuelle minimale, selon un programme de vérification établis par l'exploitant.

La vérification du bon fonctionnement du dispositif de détection de la radioactivité est réalisée périodiquement. La périodicité retenue par l'exploitant est justifiée; elle a lieu au moins une fois par an. L'exploitant est en mesure de justifier que l'équipement de détection de la radioactivité est en service de façon continue.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de vérification et de maintenance réalisées sur le dispositif de détection de la radioactivité.

Les emballages de DASRI font l'objet d'un contrôle radiologique à l'entrée du site.

#### **7.1.2 Mesures prises en cas de détection de déchets radioactifs**

L'exploitant met en place une procédure de gestion des alarmes du dispositif de détection de la radioactivité. Cette procédure identifie les personnes habilitées à intervenir. Ces personnes disposent d'une formation au risque radiologique.

Les alarmes sont instantanément identifiables par une personne habilitée à intervenir. Le cas échéant, un dispositif de report d'alarme est mis en place.

En cas de détection confirmée de radioactivité dans un chargement, le chargement en cause est isolé sur une aide spécifique étanche, aménagée sur le site à l'écart des postes de travail permanents. Le chargement est abrité à l'abri des intempéries.

L'exploitant réalise ou fait réaliser un contrôle du chargement à l'aide d'un radiomètre portable, correctement étalonné, pour repérer et isoler le(s) déchet(s) douteux. Par ailleurs, il réalise ou fait réaliser une analyse spectrométrique des déchets douteux pour identifier la nature et l'activité de chaque radioélément.

La gestion du déchet radioactif est réalisée en fonction de la période du radioélément et débit de dose au contact du déchet. Ceci peut conduire à isoler le déchet durant la durée nécessaire pour assurer la décroissance radioactive, à refuser le déchet et le retourner au producteur ou à demander à l'Andrea de venir prendre en charge le déchet.



En cas de gestion de la source par décroissance, l'exploitant dispose d'un local fermé, situé à l'écart des postes de travail permanents, bénéficiant d'une signalétique adaptée et de consigne de restriction d'accès claires et bien apparentes.

L'immobilisation et l'interdiction de déchargement sur le site ne peuvent être levées, dans le cas d'une source ponctuelle, qu'après isolement des produits ayant conduit au déclenchement du détecteur. L'autorisation de déchargement du reste du chargement n'est accordée que sur la base d'un nouveau contrôle ne conduisant pas au déclenchement du détecteur.

## **7.2 PRODUITS CONSOMMABLES**

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

Les installations de traitement et de stockage de déchets, doivent disposer d'une réserve de produits et consommables suffisante permettant d'assurer une continuité de leur activité et de la surveillance de leurs rejets dans des conditions exceptionnelles.

Les stocks de réactifs doivent notamment être suffisants pour assurer une continuité de l'activité pour une durée minimale de 2 mois.

---

# **8 DISPOSITIONS DIVERSES**

---

## **8.1 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, notamment au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>) :

1°) par le destinataire de la présente décision dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté,

2°) par les tiers intéressés, dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

## **8.2 PUBLICITÉ**

Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Carrières-sur-Seine, où toute personne intéressée pourra la consulter.

Un extrait sera affiché à la mairie de Carrières-sur-Seine, pendant une durée minimum d'un mois. Le maire dressera un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

Une copie de cet arrêté sera insérée dans le recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines, accessibles sur le site internet de la préfecture.

Une copie dudit arrêté sera également adressée à chaque conseil municipal consulté lors de l'enquête publique.

### 8.3 EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Saint Germain-en-Laye, le maire de Carrières sur Seine, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France, par intérim, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le

Le Préfet

25 JAN. 2022

Pour le Préfet et par délégation

Le Secrétaire Général

Etienne DESPLANQUES